

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18875 - 73ÈME ANNÉE

10 décembre 2017 à Saint-André

Émouvant hommage à Édouard Savigny



Elie Hoarau, président du PCR, et Jacky The Seng, secrétaire de la Section communiste de Saint-André, déposent une gerbe sur la tombe d'Édouard Savigny. (photos A.D.)

En cette matinée du 10 décembre 2017, le Cimetière du centre-ville de Saint-André a été le théâtre d'une émouvante manifestation d'hommage à Édouard Savigny, assassiné 50 ans auparavant, à deux pas de son entrée, à l'occasion de ce qu'à l'époque, on appelait une journée d'élections, à La Réunion !

Une importante et significative délégation de la section de Saint-André du PCR était accompagnée de plusieurs militants du Port et de Sainte-Suzanne, en particulier, mais aussi d'Ary Yee Tchong Tchi Kan, Secrétaire du Parti et d'Elie Hoarau, son Président.

Ce n'était pas, non plus, sans émotion, que l'on se devait de noter la présence d'enfants, et même de petite enfant, de camarades et responsables de la section, aujourd'hui disparus.

Tour à tour, Jacky The-Seng, secrétaire de la section, puis Paul Denne-mont, sa mémoire vivante, ont rappelé les circonstances de la mort d'Edouard Savigny, en associant à son souvenir les militants aujourd'hui décédés, qui ont tellement donné de leur vie pour la lutte du peuple réunionnais, mais aussi les victimes directes de la répression coloniale, dont Edouard Savigny représente un exemple spécialement symbolique.

Il était aussi évident que la marque indélébile de Paul Vergès planait sur cette émouvante et fraternelle manifestation de solidarité militante, lui qui s'est tellement battu à Saint-André, personnellement et à travers l'engagement de Laurent, et qui avait été victime, le 10 décembre 1967, de la violence coloniale. Pour sa part, Elie Hoarau, dans une intervention très dépouillée mais d'une très grande justesse idéologique, a parfaitement su replacer les tragiques années de la période de répression violente des aspirations du peuple réunionnais à la Liberté et à la Justice, dans le long processus auquel sont confrontés tous les peuples de la Terre : rien n'est jamais obtenu sans lutte, qui passe par des moments plus ou moins difficiles, plus ou moins brutaux ou d'une violence plus subtile, comme c'est le cas aujourd'hui. C'est à ce prix que le peuple réunionnais finira par exercer son droit légitime à la responsabilité qui lui vaudra d'accéder véritablement à la Liberté.

Ainsi, au-delà de l'émotion légitime, ponctuée par le dépôt d'une gerbe et de roses rouges sur la tombe d'Edouard Savigny, c'est à l'expression d'une volonté résolue de lutte pour le présent et l'avenir, qu'a donné lieu cette belle manifestation de solidarité humaine et militante à Saint-André !

Jean-Paul Ciret



Edito

Incendies en Californie et risques de déforestation de La Réunion

De gigantesques incendies ravagent la Californie en ce début de mois de décembre. Un seul feu de forêt, baptisé Thomas, a déjà réduit en cendres 63.000 hectares, ce qui correspond au quart de la superficie de La Réunion, ou à trois fois la surface plantée en canne à sucre dans notre île. À la date du dimanche 10 décembre, 583 structures ont été détruites, et des milliers de personnes ont dû être évacuées. Les flammes sont donc proches des habitations, et le monde peut voir des images de collines totalement en feu, comme s'ils étaient la cible d'une coulée volcanique.

Ce phénomène est extrêmement inquiétant car la Californie se situe dans l'hémisphère Nord, c'est donc l'hiver dans cet État des États-Unis. Ce qui veut dire que les températures ne sont pas les plus élevées de l'année. Un autre fait marquant est la répétition de ces incendies depuis quelques années.

Le changement climatique est en train de changer la donne, rendant bien plus vulnérables les forêts qui restent des réservoirs de biodiversité et des usines à fabriquer l'oxygène grâce à la photosynthèse qui transforme le CO₂, gaz à effet de serre, en composant de la matière vivante. Ces incendies entretiennent un cercle vicieux, car ils ont pour résultat la déforestation, le deuxième facteur le plus important dans la pollution de l'atmosphère par les gaz à effet de serre. Car les arbres morts ne retiennent plus le CO₂ qui s'accumule alors dans l'atmosphère. Comme la pollution par l'industrie, le transport maritime et la circulation des automobiles, la déforesta-

tion est le résultat des activités humaines. Car dans la plupart des cas, les feux de forêts sont la conséquence d'une négligence ou d'un acte volontaire.

Notre région est également touchée par ce phénomène mondial de réchauffement. Mayotte a ainsi connu son mois de novembre le plus chaud jamais mesuré. Cela a amené Météo France à considérer que ce phénomène exceptionnel vient du changement climatique. À La Réunion, la pénurie de letchis est une manifestation concrète de ce phénomène, à cause d'un hiver plus chaud que d'habitude.

Alors que l'été est maintenant bien installé, des mesures de précaution exceptionnelles s'imposent. Les conditions sont en effet réunies pour que notre île subisse comme en Californie des feux de forêts. Cela pose la question de la gestion de notre massif forestier, inscrit majoritairement dans le Patrimoine mondial. Sachant que les incendies ont quasi-exclusivement une origine humaine, ne faut-il pas changer les comportements de toute urgence ? La forêt est en effet parsemée de sites de pique-nique, où il est possible de faire du feu. Il suffit d'une braise mal éteinte pour provoquer une catastrophe.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Lutte contre les armes nucléaires

France, USA et Grande-Bretagne boudent la remise du Prix Nobel de la Paix à ICAN

ICAN est une coalition de 468 organismes non gouvernementaux qui milite pour le traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires, adopté par 122 pays en juillet dernier. Cependant, le texte n'a été signé par aucune des neuf puissances nucléaires mondiales.

Hier, l'ICAN a reçu à Oslo le Prix Nobel de la Paix. C'est Setsuko Thurlow, une survivante d'Hiroshima, qui a reçu le prix au nom de l'ICAN. Contrairement à la tradition, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France n'avaient pas envoyé leurs ambassadeurs pour assister à cette cérémonie. Ce geste a marqué les esprits, comme l'indique un extrait d'un article de RFI :

« Face à cette attitude, la directrice de l'Ican, Beatrice Fihn, a eu des mots très durs lors de la cérémonie. « Il faut choisir entre deux résultats : la fin des armes nucléaires ou notre fin à nous », a-t-elle ainsi lancé.

« Que les États-Unis choisissent la liberté plutôt que la peur. Que la Russie choisisse le désarmement plutôt que la destruction. Que la Grande-Bretagne préfère l'État de droit à l'oppression », a-t-elle poursuivi, invitant les autres puissances nucléaires à faire de même. » »

Tentative de sabotage

Les détenteurs de l'arme testée par l'armée américaine sur des êtres humains à Hiroshima et Nagasaki n'ont pas empêché une survivante de ce crime de s'exprimer.

« Ils ont essayé de bien des façons de saboter, de discréditer ce que nous avons essayé de faire », a déclaré Setsuko Thurlow, lors d'une conférence de presse à Oslo. « Je suis désolée que cela se produise. Mais peut-être cela montre-t-il qu'ils sont vraiment ennuyés par le succès que nous avons connu jusqu'à présent », a-t-elle ajouté.

Une attitude que déplore aussi Jean-Marie Collin, représentant en France de l'Ican. « Cela pose véritablement problème sur les engagements qu'ils [les États, ndlr] doivent avoir pour aller vers un monde sans armes nucléaires. C'est principalement des considérations politiques de la part de ces États. Vous aurez toujours des défis de sécurité internationale. Sauf que les États-Unis, la France ou les Britanniques se sont engagés à un monde sans armes nu-

cléaires. Ils se sont engagés à travers le traité de non-prolifération nucléaire. Ces États ont pris des engagements au moment où ils l'ont ratifié, mais aussi ces dernières années. »

Une rescapée d'Hiroshima

Hier, lors de la remise du Prix Nobel de la Paix, Setsuko Thurlow a pris la parole pour expliquer ce que subissent les victimes d'un bombardement atomique :

« Je n'avais que 13 ans lorsque les États-Unis ont largué la première bombe atomique sur ma ville, Hiroshima. Je me souviens encore vivement de ce matin-là. À 8 h 15, j'ai vu de la fenêtre un éclair blanc bleuté aveuglant. Je me rappelle avoir eu la sensation de flotter dans l'air, relate-t-elle. J'ai repris conscience dans le silence et les ténèbres, je me suis retrouvée coincée par le bâtiment effondré. J'ai commencé à entendre les faibles cris de mes camarades de classe : « Mère, aide-moi. Dieu, aide-moi ». »

Confirmation du premier tour

Les nationalistes remportent la majorité absolue en Corse

La liste Pè a Corsica conduite par Gilles Siméoni et Jean-Guy Talamoni a largement remporté le second tour des élections de l'Assemblée de Corse. Les autonomistes et indépendantistes obtiennent un score bien plus élevé que la majorité absolue (56,5%) alors que trois autres listes s'étaient maintenues. Ils auront 41 sièges sur les 63 que compte la nouvelle Assemblée.

Les trois autres listes réalisent des scores proches, entre 12,5 et 18 %. La droite régionaliste arrive en seconde position et aura 10 élus. La République en Marche et l'UMP compteront 6 élus chacun. Pour la majorité des un Corse sur

deux qui sont allés voter, le moment est venu de faire confiance à ceux qui proposent un programme de responsabilité.

Les principales revendications portent sur davantage de compétences, la co-officialité de la langue corse au même niveau que la langue française, un statut de résident pour lutter contre la spéculation immobilière et le retour en Corse des prisonniers politiques.

Dans un communiqué diffusé à la suite des résultats définitifs, le gouvernement a donné sa position par l'intermédiaire de Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur : « Il assure les nouveaux élus de la disponibilité du gouvernement pour, dans un es-

prit d'écoute, de dialogue et de respect mutuel, accompagner la création de la nouvelle collectivité et répondre aux nombreuses attentes exprimées par les Corses à l'occasion de ce scrutin, notamment dans les domaines économiques, sociaux, environnementaux et de santé ». Les domaines institutionnels et culturels ont été soigneusement évités. Pour leur part, les dirigeants reconduits de la Corse demandent l'ouverture de négociations avec le pouvoir central pour arriver à fixer un accord pour de nouvelles relations entre la Corse et la France au sein de la République.

M.M.

Sommet de l'environnement à Nairobi

Le monde s'engage pour une planète sans pollution

Le monde s'est engagé mercredi à une planète sans pollution à la fin de l'Assemblée des Nations unies sur l'environnement à Nairobi, avec des résolutions et des engagements promettant d'améliorer la vie de milliards de personnes à travers le monde en rendant propres l'air, la terre et l'eau.

« Si toutes les promesses faites au sommet et autour sont respectées, 1,49 milliard de personnes supplémentaires respireront de l'air pur, 480.000 km (soit environ 30 %) des côtes seront propres et 18,6 milliards de dollars américains pour la recherche et le développement ainsi que des programmes innovants pour lutter contre la pollution seront mis en ligne », a déclaré un communiqué de presse publié par ONU Environnement. « La science que nous avons vue à cette assemblée montre que nous avons tellement mal géré notre planète que nous avons très peu de marge de manœuvre pour faire plus d'erreurs », a déclaré le ministre costaricien de l'Environnement et de l'Energie, Dr. Edgar Gutiérrez, également président de l'Assemblée d'ONU Environnement. « Avec les promesses faites ici, nous envoyons un message puissant que nous allons écouter la science, changer la façon dont nous consommons et produisons et lutter contre la pollution sous toutes ses formes à travers le monde », a-t-il ajouté.

Plus de 4.000 chefs d'Etat, ministres, chefs d'entreprise, représentants des Nations Unies, représentants de la société civile, activistes et célébrités se sont réunis au sommet de trois jours à Nairobi, où les ministres de l'Environnement ont publié un communiqué.

Le communiqué a déclaré que les nations honoreront les efforts pour prévenir, atténuer et gérer la pollution de l'air, des terres et des sols, des eaux douces et des océans - « qui nuit à notre santé, nos sociétés, écosystèmes, économies et à notre sécurité ». Le communiqué s'engage à accroître la recherche et le développement, à cibler la pollution par des actions sur mesure, à faire évoluer les sociétés vers des modes de vie durables basés sur une économie circulaire, à promouvoir des incitations fiscales pour faire bouger les marchés et promouvoir des changements positifs.

L'assemblée a également adopté 13 résolutions non contraignantes et trois décisions. Parmi elles figuraient les déchets marins et microplastiques, la prévention et la réduction de la pollution atmosphérique, l'empoisonnement au plomb des peintures et des batteries, la protection des écosystèmes aquatiques contre la pollution des sols et la gestion de la pollution dans les zones touchées par les conflits.

« Aujourd'hui, nous avons placé la lutte contre la pollution au sommet de l'agenda politique mondial », a déclaré Erik Solheim, directeur d'ONU Environnement. « Nous avons une longue lutte devant nous, mais le sommet a montré qu'il y avait un réel appétit pour des changements positifs significatifs. Il ne s'agit pas seulement de l'ONU et des gouvernements. Le soutien massif que nous avons vu de la part de la société civile, des entreprises et des particuliers - avec des millions d'engagements pour mettre fin à la pollution - montre qu'il s'agit d'un défi mondial avec le désir global de gagner ensemble cette bataille », a-t-il ajouté.

Une grande partie de l'impact de l'assemblage provient du support global. La campagne #BeatPollution de UN Environment a atteint près de 2,5 millions de promesses de dons pendant l'événement, avec 88.000 engagements personnels à agir. Le Chili, Oman, l'Afrique du Sud et le Sri Lanka ont tous participé à la campagne #CleanSeas lors du sommet de Nairobi, avec le Sri Lanka promettant d'interdire les produits en plastique à usage unique à compter du 1er janvier 2018, de renforcer la séparation et le recyclage des déchets et de poser l'objectif de libérer son océan et ses côtes de la pollution d'ici 2030. Il y a maintenant 39 pays dans la campagne. La Colombie, Singapour, la Bulgarie, la Hongrie et la Mongolie ont rejoint 100 villes déjà engagées dans la campagne #BreatheLife, qui vise à lutter contre la pollution de l'air.

Tous les signataires se sont engagés à réduire la pollution de l'air à des niveaux sûrs d'ici 2030, avec Singapour promettant de resserrer les normes de carburant et d'émissions pour les véhicules et les normes d'émissions pour l'industrie. L'élan mondial ne vient pas trop tôt, comme l'indique le rapport de l'ONU sur l'environnement intitulé Rapport du Directeur exécutif : Vers une planète sans pollution.

Un décès sur quatre

Dans l'ensemble, la dégradation de l'environnement cause près d'un décès sur quatre dans le monde, soit 12,6 millions de personnes par an, et la destruction généralisée d'écosystèmes clés. La pollution de l'air est le plus grand tueur environnemental, avec 6,5 millions de vies chaque année. L'exposition au plomb dans la peinture cause des lésions cérébrales à 600 mille enfants chaque année. Les mers contiennent déjà 500 « zones mortes » avec trop peu d'oxygène pour soutenir la vie marine. Plus de 80 % des eaux usées du monde sont rejetées dans l'environnement sans traitement, empoisonnant les champs où la nourriture est cultivée et les lacs et rivières qui fournissent de l'eau potable à 300 millions de personnes.

« Nous avons eu deux missions à cette assemblée », a déclaré Ibrahim Thiaw, directeur adjoint d'ONU Environnement. « Un [accord sur l'action] est accompli. La seconde, nous devons la commencer demain », a-t-il ajouté.

La prochaine Assemblée des Nations unies sur l'environnement se déroulera dans deux ans. Le président de la prochaine Assemblée sera le ministre estonien de l'Environnement, Siim Kiisler, qui a été nommé à la fin de la réunion.

L'OMS souligne une conséquence de vieillissement de la population

Le nombre de personnes atteintes de démence triplera dans 30 ans

Alors que la population mondiale vieillit, le nombre de personnes atteintes de démence devrait tripler de 50 à 152 millions d'ici 2050, a prévenu jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Près de 10 millions de personnes développent la démence chaque année, dont 6 millions dans les pays à revenu faible ou intermédiaire », a déclaré Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS.

La démence est un terme générique désignant plusieurs maladies qui sont pour la plupart évolutives, affectant la mémoire, d'autres aptitudes cognitives et le comportement, et interférant de manière significative avec la capacité d'une personne à maintenir les activités de la vie quotidienne.

Les femmes sont plus touchées que les hommes. La maladie d'Alzheimer est le type de démence le plus courant et représente 60 à 70 % des cas. Les autres types courants sont la démence vasculaire et les formes mixtes.

« La souffrance qui en résulte est énorme. C'est un appel d'alarme : nous devons accorder plus d'attention à ce défi croissant et veiller à ce que toutes les personnes atteintes de démence, où qu'elles vivent, reçoivent les soins dont elles ont besoin », a-t-il ajouté. L'OMS a déclaré dans un communiqué que le coût annuel global de la démence est estimé à 818 milliards de dollars américains, soit plus de 1 % du Produit intérieur brut mondial. Le coût total comprend les coûts médicaux directs, les soins sociaux et les soins informels (perte de revenu des aidants). D'ici 2030, le coût devrait avoir plus que doublé pour atteindre 2 billions de dollars US, un coût qui pourrait nuire au développement social et économique et submerger les services sociaux et de santé, y compris les systèmes de soins de longue durée.

L'Observatoire mondial de la démence, une plate-forme Internet lancée par l'OMS jeudi, permettra de suivre les progrès réalisés dans la fourniture de services aux personnes atteintes de démence et à

celles qui les prennent en charge, à la fois dans les pays et dans le monde. Il surveillera la présence de politiques et de plans nationaux, de mesures de réduction des risques et d'infrastructures pour fournir des soins et des traitements. Des informations sur les systèmes de surveillance et les données sur la charge de morbidité sont également incluses.

Observatoire mondial

« C'est le premier système mondial de surveillance de la démence qui comprend un éventail aussi complet de données », a déclaré Dr Tarun Dua, du Département de la santé mentale et de la toxicomanie de l'OMS. A ce jour, l'OMS a recueilli des données auprès de 21 pays de tous les niveaux de revenu. A la fin de 2018, on s'attend à ce que 50 pays fournissent des données. L'OMS a déclaré que les premiers résultats indiquent qu'une grande partie des pays qui soumettent des données interviennent déjà dans des domaines tels que la planification, la sensibilisation à la démence et la démence (faciliter la participation aux activités communautaires et lutter contre la stigmatisation des personnes atteintes de démence) et soutien ainsi que formation pour les soignants, qui sont très souvent des membres de la famille.

81 % ont mené une campagne de sensibilisation à la démence ou de réduction des risques, 71 % ont un plan pour la démence, 71 % fournissent un soutien et une formation pour les aidants, 66 % ont une initiative favorable à la démence.

« Toutes ces activités sont recommandées par l'OMS dans le plan d'action mondial sur la riposte de santé publique à la démence 2017-2025 », indique le communiqué. Le plan fournit un plan détaillé d'ac-

tion, dans des domaines tels que : la sensibilisation à la démence et la tolérance aux troubles de la démence ; la réduction du risque de démence ; le diagnostic, le traitement et les soins ; la recherche et l'innovation ; et le soutien aux soignants en démence. Il suggère des actions concrètes qui peuvent être prises par les décideurs politiques, les prestataires de soins de santé et sociaux, les organisations de la société civile et les personnes atteintes de démence et leurs carrières. Le plan a été élaboré en tenant compte de l'importance de respecter les droits de la personne des personnes atteintes de démence et de les engager dans la planification de leurs soins. Les objectifs permettant de mesurer les progrès sont inclus.

Nombreux patients pas au courant

L'OMS a déclaré que seulement 14 % des pays ayant déclaré des données pourraient indiquer le nombre de personnes diagnostiquées comme atteintes de démence. Des études antérieures suggèrent que jusqu'à 90 % des personnes atteintes de démence dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ne sont pas au courant de leur statut.

Les données soulignent également la nécessité d'une expansion rapide de la recherche, ajoutant qu'il y a eu des signes encourageants dans les financements disponibles pour la recherche sur la guérison de la démence ces dernières années, mais qu'il reste encore beaucoup à faire.

Le patron de l'OMS exhorte au respect, à la protection des droits de l'homme dans le secteur de la santé

Personne ne devrait être malade et mourir à cause de la pauvreté

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a exhorté, dimanche, tous les pays à respecter et à protéger les droits de l'homme en matière de santé dans leurs programmes et politiques de santé.

Dans un communiqué célébrant la Journée des Nations unies dédiée aux droits de l'homme, il a déclaré : « Nous devons tous travailler ensemble pour combattre les inégalités et les pratiques discriminatoires afin que chacun puisse jouir des bénéfices d'une bonne santé, quels que soient son âge, son sexe, sa race, sa religion, son statut sanitaire, ses aptitudes, son orientation sexuelle, son identité en genre ou son statut migratoire ». Dr Tedros a indiqué qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour que chacun ait, indépendamment de son identité, de son lieu de résidence ou de sa fortune, un accès à ces droits humains fondamentaux. Il a ajouté que le principe essentiel du Programme 2030 de Développement durable consistait à assurer que personne ne soit exclu.

Droit à la santé pour tous

Évoquant la Constitution de l'OMS qui stipule que «La jouissance des normes les plus élevées en matière de santé constitue l'un des droits

fondamentaux de tout être humain sans distinction de race, de religion, de croyance politique, économique ou de condition sociale», a indiqué Dr Tedros, des mots qui semblent plus puissants et plus pertinents que jamais à presque 70 années après la création de l'OMS.

Il a indiqué que le droit à la santé pour tout le monde signifie que tout le monde devrait avoir un accès aux services de santé dont il a besoin, qu'importe le lieu ou le moment où ils en ont besoin, sans souffrir de difficultés financières. Personne ne devrait être malade et mourir simplement parce qu'il est pauvre ou parce qu'il ne peut pas accéder aux services de santé. « Une bonne santé est aussi clairement déterminée par d'autres droits humains essentiels tels que l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, à des aliments nutritifs, un habitat adéquat, une éducation et de bonnes conditions de travail. Le droit à la santé signifie également que tout le monde devrait avoir l'opportunité de contrôler son état de santé, y compris avoir accès aux services d'information en matière de santé de la reproduction, être à l'abri de la violence et de la discrimination ».

Importance du consentement

Dr Tedros a indiqué que le droit à la vie privée et à un traitement respectueux et digne était sacré, ajoutant que personne ne devrait faire l'objet d'expérimentation médicale, d'examen médical forcé ou de traitement prodigué sans son consentement.

Il a affirmé que la raison pour laquelle l'OMS promeut l'idée de soins de santé axés sur la personne, c'est l'incarnation des droits de l'homme en matière de soins de santé. « Lorsque des gens sont marginalisés ou sont face à la stigmatisation ou à la discrimination, leur santé physique et mentale y est affectée. La discrimination dans les soins de santé est inacceptable et constitue un des principaux obstacles au développement. Mais lorsque des gens ont l'opportunité d'être des participants actifs dans leurs propres soins, au lieu d'être réceptacles passifs, leurs droits respectés, les résultats en sont meilleurs et les systèmes de santé en deviennent plus efficaces », a indiqué Dr Tedros.

In kozman pou la rout

« Lo pyé i pèye pou la tête vide ! »

Mi pans pa in moun i pé dir amoin i la pankor gingn in kozman la, sansa si li la pankor sort kozman la pou in n'ot pèrsone. Sa sé in n'afè i trouv in pé dann tout lang. In l'égzanp : dann la lang fransèz va dir aou si ou na poin la tête, l'èr la i fo ou i kont dsi out janm. I ariv tout demoun pèrd lo tan afors pa kalkil avan fé in n'afè. Sak mi di la pa vré pou toulmoun pars nana in pé i réfléshi in bonpé avan fé kékshoz. Solman zot i koné, dann in démarsh, sansa in projé, lé pa posib prévoir tout z'afè. Astèr zot i koné, nou kréol koman ni lé ? Ni fons pou fé pli vite é sé l'èr ni pèrd plis lo tan. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Tardra viendra : néna in zour i apèl domin !

Moin na dan l'idé l'imanité i koné pa kosa lé riskab ariv aèl avèk in prézidan konm Trump pou diriz bann zétazini. Mèm sak i fo pa touché li touth ! Mèm bann poin la diplomasi i konsidèr konm la lign rouj, pou li napoin in lign rouj. Astèr, li sort desid li vé pran Zérizalèm konm la kapital Israèl.

Sa sé in vré ni d'gèp sa. Pou kosa ?

Pars Zérizalèm sa sé la kapital La Palestine toulmoune i koné, é ziska zordi l'avé arienk bann réaksyonèr intégris pou réklam in n'afèr konmsa... Bann prézidan l'Amérik ziska isi l'avé zamé pran in désizyion konmsa, kisoï bann prézidan démokrate, kisoï bann prézidan républikin. Mé ala k'in prézidan l'ariv la par kou d'milyar i déside in n'afèr konmsa.

I fo dir gouvèrnman Israèl lé porté par bann gouvèrnman l'Amérik é si la ba dann Washington té i bate in pé for lo poin dsi la tab nana lontan Israèl nora té fini sédé... I fo dir ankor tout lo kan oksidantal la touzour été mèm konplis avèk l'Amérik. I fo dir ankor bann péi z'arab la plipar d'tan lé pli okipé pou fé la guèr rante zot pou kontrol lo moiyn oryan ké pou ède bann palèstinien artrouv z'ot tèr, artrouv z'ot patri.

Zordi ankor, plis soisant dis z'ané après la guèr 1939-1945 bann palèstinien lé dispèrsé in pé dann tout péi é lé kaziman inposib a zot artrouv in patri, in péi pou zot viv rante zot dan la pé avèk l'imanité... Na in dalon i di amoin toultan, bann l'oksidan épi d'ot ankor la si tèlman fé souf bann juif dann la guèr ké sé dsi lo do bann palèstinien ké zot i fé pénitans pou an avoir fé. Li di amoin galman, sanm pou li, zordi Israèl an konplisité avèk in bonpé péi i pass son tan pou fé soufèr lo pèp palèsinien, fé sibir azot i martyr san fin. Arzout èk sa Israèl nan ala bomb atomik alor zot i pé oir kosa lé riskab arivé.

Tanka Trump vi ké sé par li nou la komansé li komand lo promyé puisans mondyal é li nana sirman lo kapasité pou fé in tor inkroiyab l'imanité, mé konm i di : « Ki vivra véra ! » é tardra viendra, néna in zour i apèl domin.

Justin